

## SYNTHÈSE DES DÉBATS ET CLÔTURE DU COLLOQUE

Luc Descroix<sup>5</sup>

Les zones littorales d’Afrique de l’Ouest affrontent, comme toutes les régions côtières de la planète, une pression sur l’espace, les ressources et leurs usages, bien plus forte que les arrière-pays, du fait de leur attractivité naturelle, de la mondialisation et de l’accélération conséquente des échanges maritimes, et de l’exacerbation du rôle de la côte comme interface ; cet interface est, partout, fragilisé par l’élévation du niveau océanique. Mais en Afrique de l’Ouest, d’autres dynamiques liées aux changements climatiques accentuent cette fragilisation, tels que le régime des vents et la cyclogenèse. Comme pour de nombreux littoraux, cette dynamique est souvent accélérée par l’impact des actions humaines, des politiques publiques ou de l’évolution spontanée de territoires de plus en plus peuplés et anthropisés.

On retiendra du colloque de Saint Louis « *Sciences Participatives et Gouvernance des Patrimoines et Territoires des Deltas* » de multiples enseignements et avancées, des illustrations et propositions de méthodes nouvelles, de commentaires sur méthodes et résultats des expériences menées un peu partout sur les littoraux de la planète. Mais on peut mettre en avant *a minima* trois tendances lourdes :

- la première est celle contenue dans le titre de la conférence introductive, c’est l’injonction du participatif, injonction « spontanée », surgie des erreurs et errements du passé ; la démarche de « bottom up » est de plus en plus suggérée, voire contrainte, dans les processus de prise de décision et leurs antécédents informatifs nécessaires ;

- la seconde tendance de fond est celle de l’irruption constante du problème foncier, celui-ci également exacerbé par le fait littoral, la recherche de cet interface générateur d’activités et riche en ressources naturelles et facile d’accès : concurrence pour les usages, les espaces, les ressources, entre activités de production primaire, les transformations, le tourisme, la préservation indispensable d’écosystèmes riches, etc.

- la troisième, déjà évoquée, est la menace sous-jacente du « conflit du trait de côte », à savoir la fragilité du littoral, en lien avec les tendances

---

<sup>5</sup> IRD, LMI PATEO, UMR PALOC IRD/MNHN/Sorbonne Universités.

lourdes de l'élévation du niveau océanique et autres modifications climatiques, qui ont un impact important sur cette région où la plaine côtière et les estuaires s'étendent en profondeur dans le continent.

La question du foncier n'a pas été traitée en tant que telle dans le colloque mais elle était sous-jacente à un grand nombre d'exposés, comme contrainte ou comme variable explicative de conflits... Ce problème est aggravé par la densité forte de la population et sa croissance plus forte qu'ailleurs. Elle introduit un débat passionnant en SHS comme en sciences de l'environnement sur le statut des communs, puisque la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont un régime de tenure qui est fondé sur un « domaine national ». On peut souvent parler de « bien commun » perçu et géré comme tel, dans les nombreux cas de gestion vertueuse et durable des ressources halieutiques (dans le Saloum ? à Mangagoulak ? en Casamance) ou forestière (Bandjickaki dans le Diouloulou ? les Kalounayes ?) ; mais aussi parfois de « tragédie commune » quand domine une absence de prise de conscience et de partage de ce qui est commun, comme pour certaines forêts classées ou non des zones littorales, rayées de la carte ces dernières années, sans parler des forêts continentales dont les bois précieux sont décimés, puis exportés frauduleusement par la Gambie.

Le Domaine National constitue une aubaine pour préparer l'Observatoire du Littoral en gestation au Sénégal, même s'il peut être perçu comme une contrainte au développement.

### **Ce qu'il faut retenir du colloque**

Ces trois éléments ne sont que des tendances observées durant ce colloque. Le point primordial, bien développé par *Marie-Christine Cormier Salem*, est l'intérêt grandissant pour la démarche participative ; même si elle paraît plus qu'évidente de nos jours, plus que logique, et qu'elle est aussi devenue naturelle à la suite des erreurs du passé, on comprend bien le succès lié aux motivations normative, instrumentale, heuristique, de cette démarche qui procède de mouvements convergents et d'un « retour au local » et de l'incertitude scientifique, des dénonciations des injustices environnementales.

## Que retenir de la session 1

### « Dynamique bioécologique, environnementale et sociale des deltas » ?

La tendance est pour l'heure à l'apaisement dans les conflits géopolitiques qui ont marqué les régions sud (Casamance et Guinée-Bissau) comme les régions nord (Sénégal et Mauritanie) ces dernières décennies ; des conflits endormis tels que le conflit casamançais, un des plus longs du continent, l'instabilité en Guinée-Bissau, des deux côtés de la frontière comme en Gambie, les risques liés à l'exploitation du zircon, aux velléités d'exploitation du pétrole off-shore, pourraient créer des tensions dans les prochaines années, certes. Mais partout, si les deltas sont zones de rencontres, ils peuvent être zones de conflits, comme l'enseignent trop bien les recherches menées par la JEA I KENWEB. Les tensions sur l'espace et les ressources et leurs usages dans le delta de la Tana sont extrêmes et conduisent à des violences meurtrières (figure 1).

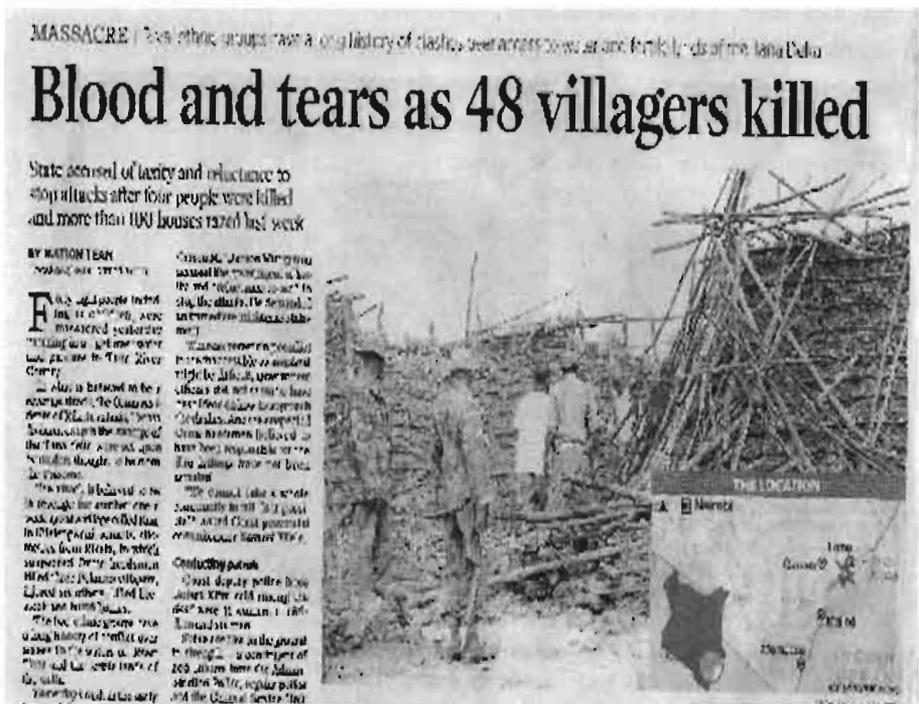


Figure 1 : coupure de presse relatant des violences intervenues dans le Delta du Tana

Eviter ou amoindrir les conflits passe souvent par l'adoption de méthodes de gestion acceptées de tous, plus aisées à imaginer dans une démarche participative ou tout du moins de « bottom-up ». L'intérêt de

la méthode DPSIR (*EH Touré et al.*) est exposé, telle qu'elle peut être appliquée positivement sur la pêche artisanale. Le tableau ci-dessous

DRIVERS. Artificialisation du bassin et la demande en poisson. PRESSURES. Dynamique des engins de pêche utilisés pour exploiter les écosystèmes. STATE. Changements dans la composition physico-chimique et biologique de l'eau. IMPACTS. Les captures par engin de pêche. RESPONSES. Tactiques et stratégies développées par les pêcheurs pour mieux s'adapter aux changements
---

fournit les paramètres utilisés pour appliquer cette méthode dans le Delta du Sénégal.

Parfois, une contrainte sur la rive d'un fleuve peut aussi devenir une opportunité, voire une ressource sur la rive opposée ; ainsi du *Typha australis* (*Konaté et al.*), cette plante d'eau douce qui a envahi les bras et défluviations du fleuve Sénégal suite à la fermeture du barrage de Diama dans le cours aval du fleuve, fermant le haut estuaire aux remontées de l'eau de mer. Côté sénégalais, on continue à privilégier les essais d'éradication de cette plante, tandis que la Mauritanie, privée de biomasse ligneuse par la disparition de ses dernières forêts, tente d'en tirer des bio-charbons capables de remplacer cette source d'énergie, indispensable dans les pays du Sahel.



**Figure 2. Des chercheurs mesurent des typhas dans le cadre d'une étude destinée à déterminer les méthodes d'exploitation les plus productives (Konaté et al.)**

C'est aussi dans le Delta du fleuve Sénégal qu'un exemple de démarche participative est décortiqué par *Dominique Sène*. Cette auteur nous a montré comment « la souplesse et l'efficacité de ces modes d'intervention participatifs » jointes « aux dynamiques paysannes locales d'autopromotion, posent les jalons de ce qu'on peut appeler le

« *co-développement rural* » dans la filière hydro-agricole au niveau du delta, à partir de « *la technique documentaire, de l'observation et d'entretiens individuels avec des paysans, des responsables paysans ainsi que des agents des institutions d'appui au développement agricole intervenant à Pont-Gendarme* », un village du haut delta.

A l'embouchure du grand fleuve se trouve la ville de Saint Louis, dont les quartiers d'architecture coloniale de l'île éponyme ont été classés au patrimoine mondial par l'UNESCO. L'ouverture de la brèche dans la Langue de Barbarie, qui a épargné à un bon tiers de la population de la ville sa plus grave inondation, en octobre 2003, montre à la fois le poids et les conséquences potentielles des politiques publiques, mais avant tout, démontre l'extrême vulnérabilité d'un site urbain d'estuaire sans relief face à l'élévation du niveau de la mer et ce, malgré le contrôle que devait apporter la construction des barrages sur le fleuve. **Fatoumata Sall et Adrien Coly** démontrent qu'une urbanisation peut se faire dans des zones humides très inondables malgré le surcroît énorme de vulnérabilité que cela représente : deux dynamiques, l'une urbaine et démographique, l'autre globale, environnementale et hydrologique, s'affrontent dans un espace vaste mais extrêmement plat, à quelques centimètres d'altitude, parfois même à quelques centimètres sous le niveau océanique.... Malgré « *une prise en compte encore insuffisante de la biodiversité dans la gestion urbaine* », **Sall et Coly** proposent comme éléments de gouvernance une implémentation des processus décisionnels ne remettant pas en cause les flux qui assurent la fonctionnalité du système, celui-ci nécessitant, vis-à-vis des écosystèmes, « *une éthique environnementale, une précaution, une prévention et une coopération à long terme entre les différents acteurs* ».



Figure 3. Quartiers de la rive gauche du fleuve (Sor) à Saint Louis : des remblais, des ordures et en toutes saisons, l'eau !

## **Que retenir de la session 2**

### **Gouvernementalité des patrimoines et territorialité ?**

Gouvernementalité et Gouvernance interfèrent en pratique avec démocratie, décentralisation, représentativité et participation. La gouvernementalité des patrimoines pose, à la fois, implicitement et explicitement, la notion de démocratie participative (**Mouhamadou M. Diakhaté**), d'autant que les zones côtières sont des zones à enjeux : les jeux et les enjeux de pouvoir économique s'exacerbent avec la prise de conscience des populations de la qualité des ressources de ces terroirs. « *La démocratie participative est la clé de voûte de la décentralisation mais pose elle-même une problématique liée à la psychologie sociale des groupes socio-ethniques constitués dans les terroirs* ».

Ces très riches exposés se sont intéressés à la gouvernance des territoires, de leurs ressources, de leurs usages. La protection des milieux, de la biodiversité, fait bien sûr partie des usages des zones de rencontre entre sociétés et milieux naturels, plus encore près du littoral, où ces éléments sont très imbriqués. La sauvegarde et la patrimonialisation entraînent souvent un risque d'accaparement des espaces pour besoin de protection, ce qui est mal perçu par les communautés qui se voient déposséder de ressources qu'elles exploitent parfois depuis plusieurs générations ; c'est dire l'urgence du participatif... **Elisabeth Diouf** évoque quant à elle l'intérêt de « *l'effectivisation* » d'une gouvernance par la régulation « *au participatif* ».

Inscrits dans les cultures locales, témoins et lieux de conservation des savoirs locaux et des traditions culturelles et cultuelles, les sites naturels sacrés (SNS) font « *partie de l'espace invisible contrôlé par des forces surnaturelles et dont l'appréhension par l'homme passe par la médiation de gens initiés à un savoir ésotérique* » (**Sidia Badiane**). Ils résultent d'un processus de patrimonialisation et peuvent être « *un lieu terrestre ou aquatique perçu par une communauté culturelle comme étant le siège d'êtres surnaturels* », ou un lieu « *particulièrement révérend par un peuple, une culture ou un groupe culturel comme le centre d'une croyance spirituelle, d'une pratique ou d'un rituel religieux* ». Ces espaces remplissent de manière spontanée un rôle de préservation du patrimoine végétal, en tant qu'espaces effectivement préservés depuis l'arrivée des communautés villageoises dans les territoires concernés.

Entre exclusion et fabrique d'une élite conversationniste, **Mariama Diallo** montre que « *dans le cas du Bamboung, l'idéologie participative*

*contribue à la fabrique d'une élite locale consciente des enjeux de conservation et capable de capter la rente verte* ». On serait même tenter de parler de « *leadership environnemental* ». Ce genre de « *dérive* » est inhérent à tout processus où des enjeux « *apportés* » par des organisations ou des personnes allogènes, s'ajoutent aux enjeux et pressions locaux. L'eau fait sans conteste partie de ce patrimoine, tant elle est imbriquée dans la lisière continentale mais aussi très profondément dans les terres, par les marais maritimes et les estuaires. La réhabilitation du patrimoine doit se faire autant que possible autour de l'eau-patrimoine et **Romeo Farinella** suggère à travers deux exemples, à Comacchio en Italie du Nord et à Saint Louis, comment renouer avec les expériences et le savoir-faire dans la réhabilitation des villes d'eau et des paysages fluviaux.

Mais l'eau et les milieux aquatiques sont aussi patrimoines et éléments de l'écosystème et sont aussi des ressources ; l'eau potable est même une condition de vie et par là, quand elle est absente ou rare, une contrainte au développement des communautés. En milieu insulaire, elle est une préoccupation accrue, du fait du sel omniprésent (**Kane et al.**). Ces auteurs promeuvent la professionnalisation de la distribution et la tarification, ainsi que les bonnes pratiques telles que les techniques d'exhaure « vertes ». Dans ces milieux plus qu'ailleurs se posent des problèmes de gouvernance des espaces et des ressources ; il faut par une démarche participative (**Adama Mbaye et Marie-Christine Cormier-Salem**), prendre en compte les savoirs des populations, légitimer les droits traditionnels des pêches, établir un cadre dans lequel les acteurs et les chercheurs se concertent pour arriver à de meilleures pratiques de gestion des ressources.

### **Que retenir de la session 3**

#### **Outils de planification locale ?**

Avant de voir concrètement comment les outils de spatialisation, les enquêtes, les bases de données peuvent aider à la planification locale, il est utile de s'interroger, avec **Amadou Tahirou Diaw**, sur quelques lignes contributives à la réflexion, des types de questionnement sur les stratégies, leur définition et contenu, puis sur le contenu de l'information géographique à collecter et les apports des différents outils de planification mais surtout bien sûr, sur le sens de la participation.

Pour mieux percevoir des indicateurs de vulnérabilité ou de résilience des agrosystèmes qui nous intéressent et des espaces côtiers en général, rien de tel que la carte. Et l'un des outils les plus « visibles » et les plus

« lisibles » à la fois, à la portée de tous mais contenant une information scientifiquement validée et spatialisée, les atlas, constituent un formidable outil de planification. Le LMI PATEO intervient dans deux de ces productions en cours de réalisation, sous des formes différentes. L'atlas SIRENA de la RBTDS est un pur produit du LMI qui a suscité et porté l'outil SIRENA, un SIG participatif et collaboratif construit et nourri par les acteurs du delta (*Labaly Touré et al.*). La plateforme SIRENA est un outil commun des scientifiques et des acteurs de terrain et des gestionnaires et décisionnaires, un excellent outil de valorisation et d'aménagement qui apporte une information de première main, à la disposition de tous, l'atlas n'étant qu'une épreuve papier à un temps « t » d'un système vivant et en constante évolution.... L'atlas des dynamiques sociales et environnementales de la Basse Casamance et de la Guinée Bissau, porté par le GRDR, est un document dont l'objectif est d'analyser, sur une cinquantaine d'années, les dynamiques territoriales et sociales de cette aire également transfrontalière. Il s'agit d'aboutir à une « *cartographie participative pour bâtir une connaissance concertée des mutations de territoire dans l'espace* » (*Francis Ehemba et al.*). L'aspect novateur de ce dernier travail tient beaucoup au très riche et très multiple apport de la cartographie participative. En effet, dans le cadre de ce LMI, la constante collaboration scientifiques/acteurs de terrain aura permis de mener une riche expérience de cartographie participative. Pour *EH Balla Dièye, Tidiane Sané* et leurs collaborateurs, ce qui, à la fois en fait la richesse et l'originalité, et en conditionne la réussite, est l'aspect collaboratif, centré autour des points suivants : la sensibilisation des acteurs en général, le choix et sensibilisation des points focaux, les travaux de terrain et l'indispensable restitution. Enfin, le Capitaine *Ousseynou Niang et al.*, ont démontré le grand intérêt d'un autre outil de planification spatiale des ressources et des usages, le « système-expert », un outil qui sert à répondre aux questions que se posent souvent les preneurs de décision, à savoir « *comment les gestionnaires de cet écosystème aquatique arrivent-ils à prendre « la bonne » décision ?* » ; leur terrain d'application expérimental, la plus grande réserve d'eau douce du Sénégal, à savoir le lac de Guiers, concentre les enjeux et les pressions sur la ressource, l'espace et leur usage respectif, et exige une gestion concertée et conservacionniste d'autant plus stricte que le lac est la principale réserve d'eau douce de la ville de Dakar et d'autres villes du centre-ouest du Sénégal.

L'apport du LMI MediTer à PATEO est primordial au moins à deux niveaux : celui de l'ainé, apparu un an avant, et qui a ouvert la voie des

LMI « SHS » dans un milieu très complémentaire, les hinterlands d’Afrique du Nord ; et celui du voisin justement, puisque MediTer est basé au Maroc, pays qui a des liens historiques et profonds, au niveau culturel mais aussi au plan scientifique, avec l’Afrique sub-saharienne en particulier avec le Sénégal et la Mauritanie. Le co-directeur du LMI MediTer, **Bruno Romagny**, a cherché à déterminer quels étaient justement les liens thématiques et stratégiques inter LMI, les mettant en évidence dans les défis environnementaux et sanitaires, qui questionnent la notion même de progrès, la pensée critique sur la croissance, les revendications et contestations, la transparence...

Dans un contexte de fragilité croissante des zones littorales et du trait de côte, de pression accrue sur les espaces, les ressources et les usages, les méthodes participatives sont apparues primordiales et particulièrement utiles et adéquates aux chercheurs du LMI PATEO et leurs partenaires de la société civile, acteurs des activités multiples d’un milieu complexe où la terre et la mer sont constamment imbriquées.



**Figure 4. Un conflit Océan/continent permanent, un trait de côte fuyant et mouvant, surtout quand l’Homme joue aux apprentis sorciers : érosion côtière dans le Gandiolais : les fiaos peuvent freiner l’érosion, pas la stopper**

Dans ce conflit Océan/continent, la démarche participative autorise une meilleure prise en compte des divers usages de l’espace et des risques que les activités pourraient faire courir aux milieux, et plus encore des

facteurs de résilience des communautés et des milieux, en gros des agrosystèmes ; les risques sont exacerbés par l'élévation en cours du niveau océanique, qui accentue le conflit du trait de côte, à travers l'érosion côtière, les risques de submersion accrus, la salinité et la salinisation des sols et des nappes... les démarches participatives peuvent-elles freiner l'action des marchands de sable, des destructeurs de mangrove, et autres « coupeurs de Langue (de Barbarie) » ? Quoiqu'il en soit, elles permettent de mieux cerner le contexte et les enjeux de cette zone forte d'enjeux....

La démarche participative doit permettre de mieux comprendre les concurrences en question, concurrences d'usage, concurrences d'utilisateurs, entre tourisme, écotourisme, élevage, pêche, aquaculture, exploitation des coquillages, produits de la mangrove, extraction de matériaux ou de minerais, sports nautiques ; elles permettent de mieux prévoir les conflits que ces concurrences peuvent apporter dans le contexte du conflit océan/continent. C'est probablement à travers l'expérience de la cartographie participative, menée sur les communes côtières de Diembéring en Casamance et de Varela en Guinée Bissau, que le LMI a acquis la plus forte expérience et la meilleure expertise des sciences participatives.



Figure 5 : cartographie participative au village de Varela Iale (Guinée Bissau)

Descroix Luc (2017)

Synthèse des débats et clôture du colloque

In : Cormier Salem Marie-Christine (ed.), Descroix Luc (ed.), Diakhate M.M. (ed.). *Sciences participatives, gouvernance des patrimoines et territoires des deltas : actes du colloque international du Laboratoire Mixte International "Patrimoines et Territoires de l'Eau" du 11 au 14 mai 2016 à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal*

Paris : L'Harmattan, p. 351-360

Colloque International PATEO, Saint-Louis (SEN),  
2016/05/11-14

ISBN 978-2-343-12004-1